

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 164 | 7-13 août 2023

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 14 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

9 août : Des rapports ont révélé que les autorités gardaient derrière les barreaux Şivakar Ataş, un prisonnier de 27 ans souffrant d'une grave maladie cardiaque et d'hypertension ainsi que d'une hernie discale. Ataş aurait également besoin d'une intervention chirurgicale en raison de kystes détectés dans son utérus.

10 août : Mustafa Said Türk, un homme handicapé de 86 ans qui a été emprisonné pour avoir des liens avec le mouvement Gülen, a été renvoyé en prison après avoir été brièvement hospitalisé. Bien que l'avocat de Türk ait demandé un sursis à l'exécution de la peine, invoquant la vieillesse et une maladie grave, cela a été refusé par les tribunaux de Manisa.

13 août : Les médias pro-kurdes ont rapporté qu'une prison d'Ankara n'avait pas libéré 14 détenues éligibles à la libération conditionnelle, invoquant comme motif leur prétendu manque de remords.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

8 août : Deux détenus de la prison d'Elazığ ont poignardé huit prisonniers politiques arrêtés ou condamnés pour affiliation au mouvement Gülen ou au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les assaillants se seraient identifiés comme des "hommes de l'État profond". L'une des victimes a été grièvement blessée lors de l'agression. L'incident a suscité un tollé général car il s'est produit dans une prison de haute sécurité et a été perçu comme une négligence délibérée menaçant la sécurité des prisonniers politiques.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

8 août : Le bureau du gouverneur de Tunceli interdit un concert qui devait avoir lieu dans la province.

11 août : Le bureau du gouverneur d'Adana a interdit tous les rassemblements en plein air pendant une journée.

11 août : Le bureau du gouverneur de Van a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant deux jours.

12 août : La police d'Istanbul et d'Adana est intervenue dans des manifestations contre les personnes disparues en garde à vue dans les années 1990, arrêtant au total 70 militants.

12 août : La police de Gaziantep a brièvement détenu le dirigeant syndical Mehmet Türkmen Şireci pour une marche de protestation contre les bas salaires.

12 août : La police de Muş a brièvement détenu 20 personnes qui avaient participé à un événement de campagne organisée par le HDP.

13 août : Les gendarmes de Muğla sont intervenus dans une manifestation contre la construction d'une mine de charbon dans une zone boisée, arrêtant deux militants.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

8 août : La Cour constitutionnelle a jugé qu'une amende infligée au journaliste Bülent Keneş pour un article qu'il avait écrit en 2015 sur le Premier ministre de l'époque constituait une violation de la liberté d'expression.

9 août : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) impose des amendes et des interdictions temporaires de diffusion aux chaînes de télévision antigouvernementales KRT TV et TELE1 pour le contenu de leurs programmes.

10 août : La police a arrêté 13 créateurs de contenu d'OnlyFans après qu'ils aient été vus dans une vidéo virale en train de lancer des billets de banque sur une place centrale d'Istanbul. Les détenus sont accusés de fomenter l'inimitié et la haine parmi le public.

10 août : Les procureurs de Bitlis inculpent le journaliste kurde emprisonné Mehmet Şah Oruç pour des accusations liées au terrorisme.

10 août : Des rapports ont révélé que les gendarmes de Muğla avaient détenu le journaliste américain Daniel McArdle qui se trouvait dans la province pour faire un reportage sur les manifestations environnementales contre la construction d'une mine de charbon dans une zone boisée. Arrêté le 6 août, McArdle a été maintenu en garde à vue pendant trois jours sans être autorisé à rencontrer ses avocats et a finalement été expulsé.

11 août : Les membres de la famille de la journaliste kurde Ruken Tuncel ont été victimes d'agressions racistes et de harcèlement près de leur domicile à Istanbul.

11 août : La police de Mersin a arrêté 11 personnes pour diffusion de propagande terroriste lors des célébrations du Newroz.

11 août : La journaliste Seyhan Avşar a annoncé qu'elle faisait l'objet d'une enquête pour avoir rendu compte de l'abus sexuel présumé d'une fillette de 6 ans dans un hôpital appartenant au ministre de la santé.

11 août : Le réseau européen des normes de vérification des faits (EFCSN) et le réseau international de vérification des faits (IFCN) ont publié un rapport conjoint selon lequel les algorithmes de recherche et les panels de connaissances de Google en Turquie font preuve d'un parti pris perceptible, favorisant les médias pro-gouvernementaux au détriment des sources indépendantes.

11 août : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK) sanctionne la station Power Türk pour avoir diffusé le clip vidéo d'un chanteur.

13 août : Des rapports ont révélé que les autorités turques avaient brièvement détenu la députée allemande Gökay Akbulut le 3 août en raison de ses publications sur les réseaux sociaux. Akbulut aurait été libérée suite à l'intervention diplomatique du gouvernement allemand.

MINORITÉ KURDE

10 août : Les procureurs de Bitlis inculpent le journaliste kurde emprisonné Mehmet Şah Oruç pour des accusations liées au terrorisme.

11 août : Les membres de la famille de la journaliste kurde Ruken Tuncel ont été victimes d'agressions racistes et de harcèlement près de leur domicile à Istanbul.

11 août : La police de Mersin a arrêté 11 personnes pour diffusion de propagande terroriste lors des célébrations du Newroz.

12 août : La police de Muş a brièvement détenu 20 personnes qui avaient participé à un événement de campagne organisée par le HDP.

13 août : Les médias pro-kurdes ont rapporté qu'une prison d'Ankara n'avait pas libéré 14 détenues éligibles à la libération conditionnelle, invoquant comme motif leur prétendu manque de remords.

AUTRES MINORITÉS

8 août : L'Initiative pour la liberté de croyance (İÖG) a publié un rapport qui documente un total de 36 crimes de

haine fondés sur la croyance ou non qui ont été commis en 2022 en Turquie. La plupart de ces incidents visaient les alévis et les chrétiens, selon le rapport.

CONDITIONS CARCÉRALES

8 août: Des rapports ont documenté la surpopulation et le refus de soins médicaux aux détenus malades dans une prison d'Edirne.

12 août: Une prison d'Erzurum a refusé de soigner le détenu malade Önder Poyraz.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

8 août : Les statistiques publiées par l'Office fédéral allemand des migrations et des réfugiés (BAMF) ont montré que les ressortissants turcs ont déposé un total de 23 486 demandes d'asile au cours des sept premiers mois de 2023. Ce nombre représente une augmentation de 203 % par rapport à la même période l'année dernière.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

8 août : Deux détenus de la prison d'Elazığ ont poignardé huit prisonniers politiques arrêtés ou condamnés pour affiliation au mouvement Gülen ou au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les assaillants se seraient identifiés comme des "hommes de l'État profond". L'une des victimes a été grièvement blessée lors de l'agression. L'incident a suscité un tollé général car il s'est produit dans une prison de haute sécurité et a été perçu comme une négligence délibérée menaçant la sécurité des prisonniers politiques.

10 août : Une administration pénitentiaire de Mersin a confisqué des lettres écrites par des détenus pour informer les journalistes et les ONG des violations des droits dont ils ont été victimes, invoquant des raisons de sécurité.

12 août : Des soldats à Bitlis ont torturé un villageois du nom de Kerem Arvas qui a été arrêté lors d'une opération militaire.